

Collectif

LR

# LE MANIFESTE

*Les grandes nécessités nationales d'abord !*

LR doit se réarmer comme parti de la  
défense de la Ve République et du redressement  
national

Liberté, Ordre et Prospérité

les   
Républicains

# Résumé

Nous, qui proposons ce manifeste, prenons acte de la situation très difficile de LR et proposons une refondation radicale pour reprendre en main l'avenir du mouvement gaulliste et de la nation.

Se contenter d'appliquer la routine des statuts, avec une campagne pour la présidence, l'hiver prochain, ne peut conduire qu'à de nouvelles divisions et sans doute à un éclatement fatal.

**Il faut que le bureau politique propose immédiatement un acte fort de refondation aux militants.**

Nous proposons qu'un triumvirat, composé à égalité par le président du groupe à l'Assemblée nationale, par le président de groupe au Sénat et par le président de l'association des maires de France, se mette en place et anime les travaux de refondation du parti. Cette initiative peut s'enclencher sans toucher aux structures statutaires.

Ce triumvirat, symbole d'une approche collective, aura pour mission d'organiser, grâce à des commissions préparatoires spécialisées, un congrès fondateur permettant de définir les mesures fortes qui doivent permettre le sauvetage de la Ve République et le redressement de la France.

Les institutions de la Ve République ont été grignotées de toutes parts et on retrouve l'impuissance de la IVe République, alors que beaucoup d'illusions s'effondrent. LR doit être capable d'assumer les changements critiques nécessaires pour redonner vie à cette « certaine idée de la France » qui habite encore la plupart des Français.

Lorsque ce programme crucial de salut national aura été construit et voté par les militants, il sera temps de choisir, en fonction des circonstances, le leader capable de mener au succès le parti ainsi refondé et remis au cœur des urgences nationales. Nul doute que ceux qui auront eu les meilleures contributions à ce programme national critique auront le plus de chances de monter sur le pavois.

L'accumulation des crises a provoqué un besoin d'unité et de pacification politique dans une partie de l'opinion et la volonté de tout casser dans une autre. Coincées entre peur et colère, les élections n'ont rien tranché. La situation va s'aggraver pendant l'hiver et en 2023. Elle sera telle, que la quête du salut public passera au premier rang des préoccupations. Et LR devra être prêt pour ce moment.

# Le Manifeste

Le parti LR est considéré comme moribond et à classer, comme bien d'autres avant lui qui eurent leur moment de gloire, dans la catégorie des survivances. 320 députés en 2007, 112 en 2017, dix ans plus tard. 61 aujourd'hui. 8 % des voix aux Européennes, 4 % aux Présidentielles. Une telle dégringolade est considérée par beaucoup d'analystes politiques comme irrattrapable. Certains en viennent même, au sein des LR, à enterrer la vieille structure et à demander de créer un parti totalement nouveau. Qui n'a pas son miniparti ? Telle est la ritournelle du moment. Au moins chaque promoteur est-il sûr que ceux qui s'unissent à lui partagent les mêmes options politiques et la même idée du leader ! Mais cela ne mène à rien sinon pulvériser ce qui reste de LR.

L'effondrement de LR devient un cas d'école pour la science politique.

Parallèlement le déclassement français est aussi un cas d'école. Hôpitaux débordés, Justice débordée, Police débordée ! École effondrée ! Université à la ramasse wokiste ! Pompiers débordés et caillassés ! Après dix ans de socialisme dévastateur, la France n'a plus de services publics réellement opérationnels et efficaces ! Notre armée est humiliée au Mali. Emmanuel Macron humilie sans nécessité la France dans la repentance grotesque et indigne auprès du reste de l'Afrique. Mme Hidalgo, qu'il a fait réélire, n'en finit pas de ruiner la capitale. La bourse s'est effondrée et repart mollement. Les marchés immobiliers et autres se bloquent. La construction automobile est arrêtée. On sait déjà que la France ne sera pas chauffée l'hiver prochain. L'inflation flambe. La dette flambe. Plus personne ne dirige rien. L'Allemagne privée d'énergie gazière est en grand risque d'un collapsus économique brutal. L'Euro s'effondre, perdant près de 40 % par rapport à sa valeur la plus haute vis-à-vis du dollar. Poutine défonce et annexe l'Ukraine provoquant des conséquences géostratégiques majeures qui n'ont pas été anticipées et qui nous laissent incertains sur la conduite à tenir.

Tout va très bien Madame la Marquise.

On peut affirmer, en souriant jaune, que réfléchir au sauvetage de LR fait partie de ces distractions qui signalent l'esprit curieux mais un peu décalé. Après tout, ce qui peut arriver à un parti qui s'est condamné tout seul et qui se retrouve à l'état de carcasse vide, est anecdotique. D'autres forces se sont implantées. Malheur aux vaincus ! Les causes perdues sont rarement les plus belles.

***Nous, signataires de ce manifeste, nous pensons qu'il existe une voie pour rétablir le parti fondateur de la Ve République dans sa capacité de gouverner à nouveau pour le bien du pays et que ce renouveau est nécessaire d'abord parce qu'il est le seul parti capable de mener cette action vitale.***

Les élections récentes ont fait apparaître un fait tragique : les non-inscrits sur les listes électorales, près de 10 millions, et les abstentionnistes, la moitié du corps électoral, près de 25 millions, soit au total 35 millions de personnes, n'ont pas souhaité participer au jeu démocratique, et assistent, dégoûtées, au naufrage national.

Surnageant sur ces ruines, on trouve un homme seul et sans doctrine, élu sur la peur, l'achat de votes et une désinformation médiatique bien construite. Il a enjambé l'élection et prétend régner sans gouverner. Il n'a pas d'autre objectif que lui-même. Son premier mandat montre un bilan où l'actif est pauvre et le passif impressionnant. Le second s'annonce pire.

Deux chiens courants mordillent ses mollets. Une gauche devenue la caricature d'elle-même depuis la chute du « socialisme réalisé », a été rameutée par un vieux mitterrandiste déjanté et malin **qui veut allier Marx et Bolivar en s'appuyant sur le vote islamique** : un programme de grand foutoir pour esthète trotskiste, maintenant que le grand soir n'est plus d'actualité mais où le rêve de déstabiliser la République avec les méthodes du Frente Popular espagnol de 1936 reste vivace chez les excités d'extrême-gauche. À l'autre bord de la banquise de la démagogie, règne une famille étrange, rodée à l'exécration politique depuis le poujadisme des années cinquante, qui s'agite sans autre boussole que l'exploitation électorale des rancœurs des uns et des autres. Les rancœurs montent. La famille prospère. Mme Le Pen avec ses chats serait devenue la personne politique la plus aimée des Français succédant à... Nicolas Hulot. Sic transit !

Qui peut espérer que cette troïka hétéroclite et tiraillée par des préoccupations assez éloignées du bon sens et de l'intérêt général puisse imaginer et conduire la moindre politique utile au pays et à ses citoyens, alors que partout les marques d'un déclin significatif de la France émergent et indignent ceux qui gardent un reste d'ambition pour un pays qui jusqu'ici, n'avait jamais été insignifiant ?

Qui ne comprend qu'il n'y a pas d'avenir du côté des trois « forces » actuellement dominantes dans un champ électoral dépeuplé, partagé entre mépris, peur et colère ? L'avenir n'est pas non plus ouvert à des aventures individuelles basées sur des clans plus ou moins influents sur fond de désordre et de mépris.

***La situation dans les cinq années qui viennent se serait spontanément compliquée des conséquences parlementaires du résultat des législatives, des décisions écologiques prises par l'Union européenne et des multiples crises qui agitent les relations internationales. La guerre ouverte en Ukraine accélère les difficultés et va créer dès l'hiver prochain et plus encore en 2023 un maelström économique, social et politique.***

La France aura besoin beaucoup plus vite que prévu, que s'étoffe un **parti d'ordre et de progrès** chargé du redressement national, et qui élève son message d'une façon assez claire et profonde pour que tous, y compris les abstentionnistes et les non-inscrits, comprennent sans hésitation qu'il propose une ambition nationale positive, efficace, forte et indispensable. La jeunesse doit être mobilisée autour d'un projet créatif et de qualité qui l'éloigne du renoncement morose et de l'exaltation du n'importe quoi, de la shit-culture ou des différents nihilismes à la mode.

Seul LR peut aujourd'hui être le levier de cette ambition. Son ancêtre, l'UNR, est né en 1958 de la même nécessité. Et tout le monde se souvient que sa représentation parlementaire, depuis la torpille électorale des apparentements, en 1951, la pire période du gaullisme, était un croupion tenté de jouer les partis charnières, en se noyant dans la décrépitude de la quatrième République. Mais qu'un combat inlassable était mené par ses principaux militants, notamment Michel Debré, pour créer les conditions d'un retour à la grande politique. Ce qui a fini par arriver.

Il est dans la normalité historique d'espérer que LR reprenne ce type de flambeau, et que des voix puissantes issues de ses rangs s'expriment en ce sens. Tous les militants gardent en eux la même foi dans l'avenir et dans le rôle crucial que peut jouer LR. Ils veulent être mobilisés. Il faut aller plus loin : la situation s'aggrave tellement que dès cet hiver et surtout en 2023, l'état de la France sera très inquiétant, avec des risques systémiques terribles s'ajoutant aux frénésies européistes qui menacent de priver la France de politique étrangère (Macron veut céder sur les votes à la majorité en matière de politique étrangère), après avoir asservie sa politique intérieure et aux conséquences des mutations géopolitiques provoquées par le retour des tyrannies belliqueuses et criminelles.

Naturellement, il faut d'abord comprendre les erreurs qui ont mis le parti d'origine gaulliste au fond du trou. Il est facile de tomber, plus difficile de se relever. Alors, oui, il faut le dire, il y a mille moyens de trahir les espoirs des sympathisants et de déclencher la méfiance des électeurs. LR s'est trompé à de multiples reprises et pendant longtemps. Il faut désormais s'interdire les attitudes et les choix mortifères qui ont rétréci à ce point son rôle dans la vie démocratique de la nation.

## LES ERREURS

**La première erreur insigne** est d'avoir professé qu'il ne fallait avoir d'idée précise sur rien. « On ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens ». On connaît la formule du Cardinal de Retz, reprise ad nauseam depuis les mandatures Mitterrand. « Il n'est pas de problème dont une absence de solution ne finisse par venir à bout ». Cette maxime attentiste de Queuille en fait le pendant. Ne rien dire pour ne rien faire serait la clef des grands succès politiques. Une doctrine de roi fainéant !

Pour réussir politiquement il suffirait d'une bonne image, nourrie par la communication, couchée devant le politiquement correct, associée à une démagogie bien ciblée vers des clientèles diversifiées. Cette absence de discours devrait s'accompagner de l'éviction de toute idée polémique, sinon pour vilipender des ennemis abstraits ou convenus. Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil ! Sauf les gros vilains. Plus débilisant, on ne peut pas !

Pour les tenants de cette tactique, toute idée précise et de nature à changer la réalité existante, lorsqu'elle est mauvaise, est un boulet. Il faut s'embêter à l'élaborer et à la

défendre. Elle crée naturellement des oppositions. Pourquoi s'embarrasser ? Dans un parti ravagé par les clans, toute idée sert à se distinguer de l'autre. L'électorat ne comprend pas grand-chose à la technicité et à la complexité des affaires politiques, diplomatiques, économiques et sociales. Porter vers lui un programme en espérant être compris est vain. De toute façon l'électeur vote au dernier moment sur la bonne mine des candidats et en fonction d'incidents de campagne plus ou moins délétères. L'image finale est ce qui compte. Le communicant et le petit malin l'emportent sur les porteurs de projets raisonnables surtout s'ils sont difficiles et supposent du courage. On a vu le résultat de ces subtiles analyses prétendument « réalistes » lors des dernières élections. Elles n'étaient que paresseuses.

**La seconde erreur** est de dire qu'on a réalisé un travail programmatique formidable, alors qu'on a fui tout effort en ce sens et réalisé des catalogues obscurs de mesurette sans importance qu'on n'a même pas pris soin de porter vers le public. Une élection se construit dans la durée. Ne rien faire et ne rien dire dans l'opposition jusqu'à ce que s'ouvre la campagne électorale est absurde. Le travail dans l'opposition assure la solidité du rôle et la notoriété des candidats.

**La troisième erreur** est de considérer qu'on ne peut atteindre la majorité qu'avec un discours attrape-tout. Lorsqu'un candidat LR à la députation à Paris explique dans une réunion publique que l'exemple à suivre est l'union des contraires pratiquée par Nicolas Sarkozy, qui a rassemblé de M. Kouchner à Mme Boutin, on voit que cette erreur est encore bien présente chez certains cadres de LR. La moindre réflexion montre que les choix de Sarkozy lui ont coûté sa réélection et ont éloigné durablement une partie des électeurs UMP. Le candidat dont on parle a perdu largement dans une circonscription imperdable. Surprise ! Surprise !

**La quatrième erreur** est d'affirmer : « on est d'accord sur tout, l'important est de trouver le bon chef ». Il est vrai que cette idée est largement présente dans le corps électoral et répété par la meute des journalistes : la droite veut des chefs sachant cheffer. L'absence de chef « naturel » ouvrirait la porte du néant. Le résultat de ces conceptions basées sur le « Fuhrer prinzip » est que les questions de personnes avec toutes les haines qui les accompagnent deviennent centrales et cruciales. Les vaincus du processus se vengent en créant des structures concurrentes ou en détruisant le parti. Les chapelles se multiplient avec des clans minuscules mais prêts à toutes les manœuvres. Toutes les primaires ont été des « concours de miss » désunissant le parti et dispersant les sympathisants. L'heureux sélectionné déboule dans le champ politique nimbé d'hostilité et sans programme. La campagne finit dans les simplismes et le blabla sur soi-même. Mon ramage et mon plumage ne sont-ils pas les garants d'une victoire facile ? Et on termine à 4 %. Non De Gaulle ne considérait pas que seul le chef comptait et que le reste était dérisoire. Il considérait qu'il fallait réfléchir avec pragmatisme, élaborer des réponses et les porter haut et fort devant le pays. Il dénonçait fortement des erreurs et ceux qui les défendaient. Il justifiait inlassablement ses plans et les faisait avaliser par le pays. Et il avait de terribles discussions avec l'appareil qui le soutenait. Le gaullisme c'est d'abord une bataille d'idées autour de solutions. Pourquoi tout le monde se déclare-t-il gaulliste aujourd'hui ? Parce que les solutions ont résisté au temps. Elles étaient réfléchies et bonnes pour le pays. Pas parce qu'il avait un beau képi !

Non, les militants et surtout les cadres de LR ne sont pas d'accord sur tout. On n'a pas voulu le voir parce qu'on a évacué tout débat sur tout sujet. Il faut clarifier la ligne politique pour savoir la profondeur des divisions sur des points très précis et fondamentaux pour l'avenir du pays, sans craindre l'éclatement. Le stoïcisme est la vertu du militant ! Quand une ligne collective, intelligente, sincère et efficace apparaît, ceux qui en diffèrent dans l'immédiat peuvent en percevoir la valeur plus tard. Ils ne se sentent pas obligés de partir sur un coup de tête. Le général de Gaulle est passé du « Je vous ai compris » à l'indépendance de l'Algérie sans que l'UNR perde ni ses cadres ni ses militants, alors que beaucoup d'entre eux étaient favorables à l'Algérie française. Nécessité fait loi. ***Un parti sans militants tourmentés est un parti mort.***

**La cinquième erreur** est d'accepter d'aller au combat enfermé dans le vocabulaire de l'adversaire. Il est amusant mais inquiétant d'entendre des analyses du type : « La division droite gauche n'a aucun sens. C'est une vision polémique de gauche ». L'idée est banale mais juste, aucun des grands sujets actuels ne pouvant s'apprécier à l'aune de ce critère polémique. Mais pourquoi continuer en affirmant : « Je suis la droite et une droite « décomplexée », « forte », « assumée » ». Se coller spontanément l'étiquette « de droite » voulue par l'adversaire est une attitude étrange. Rappelons-le : Les difficultés ne sont ni de droite ni de gauche ; Les actions à mener ne sont ni de droite ni de gauche. S'étiqueter de droite ou de gauche ne donne aucune indication sur le programme à mettre en œuvre pour faire face aux défis du moment ou construire un meilleur avenir. Se qualifier de droite est le pire cache-misère pour un parti sans identité. S'adresser au pays comme un parti « de droite » génère aussitôt l'hostilité des ceux qui se pensent « de gauche » mais avec mille nuances. L'espace politique est empli de partis vides de programme, qui se disent de droite. L'étiquette n'apporte que de l'ambiguïté, surtout quand on ajoute « et du centre ». Il entraîne une réduction des adhésions possibles. Une sottise presque parfaite !

**La sixième erreur** est de concentrer son discours sur d'évanescences et improbables « valeurs ». La politique n'est pas la morale. Un parti n'est pas un clergé. L'action efficace exige parfois de forcer les lignes du politiquement correct. On ne milite pas avec une simili bible à la main. Si l'obtention ou la défense de places prennent naturellement une importance certaine, un parti devrait agir d'abord pour obtenir des résultats souhaités ou pour empêcher des politiques que le groupe trouve nocives. L'action politique est d'obtenir l'assentiment général des électeurs alors que les autres forces politiques travaillent à vous en empêcher. Si on n'a rien d'autre à afficher que des valeurs pour convaincre, on reste sur la touche. Surtout quand nombre de hauts dirigeants du parti ont été condamnés lourdement par la justice et que des cadres importants ont trahi leurs électeurs en ralliant l'adversaire pour des objectifs personnels. Valeurs, écornifleurs, voleurs, ...

**La septième erreur** est de croire qu'on va pouvoir parler à chacun dans une société fractionnée et dominée par des préoccupations purement individuelles et des particularismes religieux, raciaux, nationaux, sexuels ou sociaux. Une cuillère de potion politique pour les musulmans, les juifs, les catholiques, les riches les pauvres, les femmes, les hommes, les noirs, les jaunes, les blancs, les handicapés, les malades, les paysans, les salariés, les travailleurs-travailleuses, les immigrés... Le marketing et la communication adorent les segmentations. La

politique cherche l'intérêt commun. **Cette contradiction est insurmontable.** Il faut donc parler à tous, mais en n'oubliant personne. On n'est pas obligé d'être idiot. C'est difficile mais ne parler de rien à personne en oubliant tout le monde est suicidaire.

**La huitième erreur** est d'attendre le tout dernier moment pour se réveiller et proposer en urgence un candidat à une des élections nationales qui ne peut s'appuyer sur aucun travail porté dans la durée et sans le support d'un mouvement d'opinion global. Quelle que soit la qualité du candidat, sans rien de collectif sur quoi s'appuyer, il aura du mal à convaincre. L'enracinement local ne suffit pas. « Donnez-moi un levier et je soulèverai le monde ». **Bâtir le levier est le rôle d'un parti ayant une couverture nationale et envisageant de diriger le pays.**

**La neuvième erreur** est de toujours rester sur un acquis ancien sans prendre en compte les grands mouvements d'opinion ou les innovations techniques ou les nouvelles tendances. Le discours devient daté, réactionnaire, décalé des réalités, stérile. Les réalités changent. Il faut les observer et les juger. Et définir un cadre d'analyse qui permet de séparer le bon grain de l'ivraie.

**La dixième erreur** est de cumuler les neuf premières erreurs et de refuser d'acter celles qui vous ont fait perdre le pouvoir, la dernière fois où vous l'avez exercé. Le devoir d'inventaire s'impose en cas de défaite. Certes il faut éviter la délectation morose mais, tout le monde le sait, sans diagnostic, pas de cure.

Chacun, en fonction de son expérience vécue, peut comprendre avec cette grille de lecture comment on passe du statut de parti dominant à celui de mauvais quatrième.

Certains diront : « le succès de nos adversaires a été obtenu sans tenir compte de vos règles ». « Emmanuel Macron n'a pas cessé de faire du clientélisme, avec de l'achat de vote segmenté, afin de pouvoir affirmer à chaque groupe : « personne n'a fait plus que moi pour vous ». Son projet global est inconnu. Sa posture attrape tout, basée sur la triangulation, a fait merveille. Il a été réélu avec 58 % des voix ».

Ce n'est pas faux, mais cela ne vaut que pour la réélection et il n'a pas réussi à avoir, pour la première fois dans l'histoire de la Cinquième, une majorité parlementaire dans la foulée de sa reconduction présidentielle.

Rappelons qu'il a surgi dans la vie politique française en s'appuyant sur l'expression d'une idée de la nécessité nationale. : arrêter les fausses alternances de partis faisant la même politique et obligés de céder, malgré tout, dans un sens puis dans l'autre, à la surenchère des extrémistes de leur parti. Il l'a accompagné d'une mesure radicale sur un sujet tabou : la suppression de l'ISF et de la taxation des revenus de l'épargne à l'impôt progressif. Il vit encore politiquement sur cette seule bravade qui lui a apporté la droite sans lui faire perdre la gauche. Il appartenait à Nicolas Sarkozy de le faire. L'UMP a fini par être considérée comme incapable de briser les tabous socialistes. Bien sûr le reste était un potage attrape-tout politiquement correct, et un étalage assez obscène de postures. Mais il a tenu bon et cela reste son seul actif. En politique il est toujours mauvais de faire semblant. Dans le cas d'espèce, **il est sorti de l'ambiguïté à son avantage.**

En revanche, homme seul, manœuvrier mais manquant de fond, il a fini par se dévoiler en pompier pyromane exclusivement motivé par lui-même et son destin électoral. Le pays n'a pas voulu lui signer de blanc-seing. La parenthèse Macron se referme. Il se complaît à régner sans diriger. Cela vaut mieux, mais sa capacité de nuire au pays reste importante.

La Nupes pourrait servir aussi de contre-exemple. Le chef charismatique y est (presque) tout. Le programme est inexistant. Le clientélisme est forcené, avec un appel (non voilé) aux masses immigrées. Le programme est oiseux sur le fond et mélange les pommes de terre communistes mangées par les doryphores et les navets islamogauchistes les moins appétissants. Le résultat aux élections présidentielles a été mauvais et celui des élections législatives excellent mais insuffisant. Cette gauche, en voix n'a pas progressé et reste éloignée du pouvoir, sans grand espoir de changement. Cette opposition-là va être tonitruante mais va vite fatiguer le pays avec son cirque permanent.

Dans le cas de Zemmour, le chef était clair, la pensée aussi avec un programme réduit mais affirmé. La campagne a été superbe. Mais les erreurs ont été trop nombreuses. La première a été de vouloir faire l'union des droites, un concept qui n'a pas de sens. La seconde est de s'être positionné à droite de Madame le Pen. Il n'y a pas d'électeurs à droite de Mme le Pen. Et on ne sauve pas la France en cherchant à être député à Saint Tropez.

En revanche il a fait progresser la prise en compte de réalités mises sous le tapis et effectué des démonstrations qui gardent leur valeur et peuvent éclairer le programme de LR sur certains de ses aspects.

Marine Le Pen capitalise les ressentiments sociaux et les récriminations de tout genre mais n'a aucun programme de gouvernement. Mitterrand a utilisé son père pour se faire réélire. Le pays vient de l'utiliser pour faire perdre sa majorité au président réélu. C'est un parti auxiliaire qui n'a aucun projet réel qui lui soit propre, sinon de faire vivre la boutique familiale. Excellente animatrice de karaoké (elle connaît par cœur le répertoire des chansons des quarante dernières années), plutôt sympathique, assez fine politique, aimant les chats, Marine Le Pen sait qu'elle n'est là que comme thermomètre des colères tout en attirant des couches populaires qui admirent sa résilience.

Espérons que le lecteur de cette adresse est désormais convaincu que la seule chance de LR est de se comporter réellement comme un grand parti de gouvernement dont la vocation est de déterminer et de conduire les politiques correspondant à la **nécessité nationale**.

***LR doit construire cette capacité, et d'abord définir les nécessités nationales à courts et longs termes puis élaborer les mesures cadres propres à aller dans le sens nécessaire au grand redressement d'un pays qui actuellement s'étirole quand il ne dégringole pas.***

LR ne l'a pas fait en 2021 et 2022 et se trouve bien dépourvu alors que s'ouvre au Parlement une période difficile, du fait de l'absence de majorité présidentielle. Le Président qui n'a défini aucun projet national et ne gère que sa propre image, rend toute perspective d'accord politique de gouvernement impossible. Élu en avril en activant les peurs, on ne sait toujours pas un trimestre plus tard ce qu'il veut faire. Le Président est absent et prend la pose en suggérant que, s'il est empêché, c'est la faute des autres. De la com', de la com', de la com'.

Com' d'habitude ! À l'heure où ces lignes étaient écrites il pérorait sur les pompiers sommés de se « réinventer, le jour d'après » alors que la Gironde a été dévastée par le feu. Exactement la même phrase employée lorsqu'il visitait l'île de Saint Martin dévastée par un cyclone. Ne jamais se sentir responsable de rien, ne jamais rien anticiper, et ajouter une couche de phrases creuses et répétitives, rien dans cette attitude n'incite à collaborer.

Les premiers textes proposés sont démagogiques jusqu'à l'outrance.

Devenir la béquille du Président Macron à la petite semaine pour faire avancer quelques textes difficiles n'a strictement aucun sens pour LR, mais personne ne nie que seul LR peut dénouer les blocages parlementaires et que jouer la politique du pire serait la pire des politiques. Lorsque Philippe Bas déclare dans le Figaro, qu'il ne faut pas attendre cinq ans sans rien faire en se réfugiant dans une opposition stérile », il a raison. Mais il ajoute aussitôt : « La France n'a pas besoin de compromis mais d'une politique énergique. Il faut pouvoir mettre en œuvre des réformes audacieuses ». L'ennui, c'est que personne à LR, n'a entrepris de les définir et chaque débat à l'assemblée à tourner en course à la démagogie pendant que M. Macron parcourt la France et le monde en soignant son image, en toute irresponsabilité, tout en « mouillant » le LR.

La stratégie LR n'est pas de bloquer le Parlement mais de se mettre en position de gouverner en sachant que la question peut se poser à court terme. La préparation de cette alternance est son principal sujet, car elle est la seule force d'alternance raisonnable. Sa responsabilité propre est de réussir cette alternance, sachant que Macron n'a aucun plan crédible de redressement et se contente de coups démagogiques à répétition.

En un mot, **il ne faut pas préparer la collaboration mais l'alternance**, tout en refusant de bloquer les institutions.

Réussir ce plan politique sera extrêmement difficile. Mme Le Pen a réussi à dédramatiser le Rassemblement national et à obtenir des adhésions fortes dans le pays et elles ne sont pas seulement populistes. « Le seul parti qu'on n'a pas encore essayé » est plus dangereux pour les LR que la Nupes qui est un conglomérat fragile de doctrines et de personnes déconsidérées. Le centrisme coalisé avec des îlots de dissidents de LR et des débris du PS ne représente rien. Édouard Philippe est populaire parce qu'il a été viré comme un malpropre. Il sera pris dans la tourmente de l'effondrement de Macron, barbe blanche ou pas. Les crises vont être si sévères que les postures ne résisteront pas.

Plus rien ne tient et les crises vont désormais se cumuler. Le logement pique du nez. L'agriculture pique du nez. L'industrie ne repart pas et sans énergie elle est asphyxiée. Les services publics s'effondrent et ce ne sont pas les hausses délirantes de salaires qui vont améliorer les choses. La fiscalité est débilatante et tenter de l'accroître sera très risqué. La dette explose et son coût avec elle. La natalité s'effondre. L'insécurité est devenue structurelle et à des niveaux jamais vus. L'hiver 2022-2023 sera difficile et l'hiver 23-24 encore plus. La correction des marchés boursiers va continuer. Partout émergent des mesures coercitives d'urgence qui compromettent l'avenir. La prétendue transition énergétique va accroître les contraintes à un niveau insupportable reléguant le passe-sanitaire au rayon des petites blagues. Déjà chaque Français est sommé de tout changer, son logement, sa voiture, son

emploi, ses habitudes, ses plaisirs. Et même son genre ! La crise énergétique allemande dans le contexte de la guerre en Ukraine amplifie tous les risques et la Commission en est à exiger des sacrifices de consommation aux Français pour venir au secours de l'Allemagne !

Ce qui nous attend est tellement grave, que se donner comme mission de faire face aux défis qui vont nous accabler est prométhéen. C'est vrai ! Qui peut nier que cette ambition soit nécessaire ? Qui peut contester que LR doive se mettre en position de tenir un rôle central dans le processus et que si par malheur ce parti ne le fait pas, il mourra.

## Le congrès de la refondation

Dès l'automne, LR doit mettre en place l'élaboration d'un vrai programme d'alternance afin d'être prêt à toute éventualité et d'amorcer le redressement du parti **en l'adossant au redressement nécessaire du pays.**

Il faut sonner le tocsin et montrer que la gestion erronée et démagogique de M. Macron va conduire à une situation dramatique dès l'hiver prochain. Oui, On va vers le drame. Le déclencheur doit être le projet infâme de disparition de toute politique étrangère française par le vote à la majorité de la politique étrangère européenne, alors que la majorité est totalement alignée sur l'OTAN et les Etats-Unis. Qui sinon les gaullistes doivent être à la tête de ce combat ? Comment le pays pourrait-il comprendre qu'il se taise. La réponse doit être collective et unanime et forte et sans pitié.

LR doit indiquer que le parti n'a aucune responsabilité dans la situation dramatique s'installe et qui est la conséquence directe de la gestion cynique et démagogique de M. Macron et de son impéritie. Il appartient désormais à ce dernier de présenter au Parlement un plan de sauvetage et d'en assumer la sévérité éventuelle. Que M. Macron et son étrange gouvernement assument leurs responsabilités et affrontent l'hiver économique qu'ils nous ont préparé. Une autre politique aurait été souhaitable. Maintenant que les dégâts sont là, que leurs responsables les réparent !

Les Parlementaires doivent certes éviter de paralyser le pays et mieux orienter les mesures proposées. Mais les membres de LR doivent entrer en loge pour redéfinir et leur identité et leur projet et leur nom et leurs structures et leur programme de redressement national, tout en valorisant les équipes solides qui auront à prendre le relais. Il lui faudra à peu près 18 mois à compter de septembre 2022 pour accomplir ce marathon.

Dès 2023, LR devra être capable de proposer un plan alternatif de redressement, ajustable en fonction des résultats de l'évolution de la situation. Et se présentera comme étant prêt à faire face à toutes éventualités. Si la dissolution est devenue inéluctable, LR sera là. Si le gouvernement est exsangue et qu'il faut un gouvernement d'union nationale ; LR sera là et en

demandera la direction. Si les circonstances imposent une intervention au cas par cas, au moins les parlementaires sauront ce qu'exige LR.

### **Nécessité d'une organisation exceptionnelle insistant sur le caractère collectif de la démarche**

Il va falloir travailler et sortir du néant identitaire et programmatique. Cela ne peut se faire que dans l'unité. Pour éviter que le projet ne soit récupéré par une faction entraînant la défection des autres, LR nommera un triumvirat composé par des personnalités indiscutables. Nous suggérons les deux présidents de groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat complété par le Président des régions de France. Ils représentent tous les trois plus qu'eux-mêmes et peuvent donner l'autorité et la crédibilité nécessaires au projet, tout en assurant son caractère **unitaire et collectif** et évitant les divergences factices liés à des postures de clans ou de personnes.

### **Les grandes directions de la rénovation**

La seule voie originale et crédible pour LR est de rappeler qu'elle est d'abord **une union pour la V<sup>e</sup> République**. La défense des institutions est son domaine privilégié. Les partis centristes et socialistes ont voulu abîmer cette constitution, en même temps que le souci de renforcer l'idée fédérale en Europe l'a partiellement privée d'efficacité.

1. La solidité française et la force de son avenir passent par la défense et le renforcement des institutions, permettant une gestion responsable dans la durée, tout en assurant que la souveraineté nationale peut s'exercer.

**Les institutions de la V<sup>e</sup> République sont un bien commun et elles doivent être protégées et restaurées.** Qu'on cesse de les détruire ou de les dénaturer soit par des réformes aventurées soit par des comportements dangereux, soit par des abandons de souveraineté extravagant.

2. LR est d'abord, comme héritier du parti fondateur de la Ve République, le parti des grandes questions régaliennes La France n'est pas rien et n'entend plus laisser des irresponsables la plonger dans la poussière du déclin systémique.  
Restaurer une armature régalienne forte est la vocation spécifique de LR contre des partis qui veulent continuer leur travail délétère de destruction de la justice, de l'enseignement, de l'armée, de la police, de la paix civile, de la souveraineté.
3. La troisième orientation est complémentaire de la précédente. LR doit convaincre que lui, et lui seul, parmi les partis, porte un espoir de redressement national. **Ce qui veut dire que sur toutes les grandes questions nationales, le parti doit avoir un diagnostic clair et des propositions dont l'efficacité ne peut pas être contestée.** Ayant enfin un propos fort à tenir, il faudra au parti des porte-voix convaincus et qui savent argumenter sans faiblesse. La chanson précède le chanteur. Mais quand elle est là elle doit être chantée haut et fort et par tous.
4. Lorsque les conséquences des inconséquences seront patentes, c'est-à-dire cet hiver, on verra que la situation est grave et que la question nationale ne dépend plus de mesurette et de démagogies diverses. On est sur un chemin du rationnement, des

contraintes de guerre et de nouveaux effondrements partiels de-ci et de-là. La question de savoir s'il faut être modéré ou non ne se posera plus parce que la situation ne sera pas modérée et les apaisements verbaux ne fonctionneront plus. « Se réinventer en pensant au jour d'après » ne fera plus rire personne.

5. Il faut dès aujourd'hui acter que le socialisme à la Hollande ou à la Macron, comme le centrisme délétère et l'europhisme fanatique, a conduit à une impasse nationale tragique qui engage les auteurs de ces politiques et au premier chef Emmanuel Macron, LREM, et les pitoyables ralliés qui ont cru devoir s'associer au désastre par ambition personnelle. Il faut inlassablement marteler « la responsabilité des irresponsables » qui nous gouvernent depuis plus de dix ans. Ils ont réussi à tromper les Français mais maintenant la réalité est là. Et elle est saumâtre.
6. Il faut également marteler que si des erreurs gravissimes nous ont conduit dans le trou, les corriger nous permettra d'en sortir. Les erreurs doivent être dénoncées sans faiblesse. Et la démonstration doit être faite qu'en les arrêtant la situation s'améliorera.
7. LR ne pourra pas faire l'économie de mesures fortes et symboliques qui fixeront solidement dans l'opinion l'armature de son identité et de son ambition. Les LR ne doivent pas plus avoir peur du « qu'en-dira-t-on ? » de gauche et assumer de grands choix critiques parce que justement ils sont critiques et qu'on ne peut passer outre sans se priver des seuls moyens nécessaires au redressement.

## L'Indispensable corps de doctrine et d'action

Sur **tous** les grands sujets, il faut qu'un congrès passe en revue **toutes** les options et tranche explicitement, après des débats approfondis, prenant le temps nécessaire. Il faut poser le problème, lister les solutions, déterminer celles qui seront les plus efficaces et décider ce qu'on accepte de faire ou de ne pas faire en fonction du niveau de pourrissement constaté et d'efficacité des mesures envisagées.

LR s'est tellement abstenu de réfléchir ces dernières années, qu'il est sans doute utile de montrer concrètement ce qu'une telle démarche implique. Sur la dizaine de sujets cruciaux il va falloir décider une vingtaine de mesures solides et déterminées qu'il faudra défendre bec et ongles. Ce n'est pas un parcours de vacances mais un travail rude et difficile.

Naturellement, il n'est pas question de proposer ici un catalogue de solutions clefs en main, alors que ce sera au parti de décider dans le cadre du processus de refondation, mais de faire comprendre le type de solutions qui doit s'imposer dans ce processus programmatique lourd.

Les quelques exemples suivants n'ont que cette ambition.

**Acquisition de la nationalité** : compte tenu de l'importance nouvelle prise par les migrations et les mouvements de population, est-il justifié de conserver les procédures d'acquisition **automatique** basées sur le droit du sol ? Pourquoi ne pas édicter qu'on ne devient français

automatiquement que par filiation, c'est-à-dire lorsqu'on est enfant d'au moins un parent Français ? Naturellement on pourra toujours devenir français par naturalisation. Alors où est le changement ? Seulement dans la suppression de l'**automatisme** de l'acquisition de la nationalité française par des enfants nés en France de parents étrangers même si le droit de la nationalité de leurs parents leur donne automatiquement une nationalité étrangère.

Ces formules de droit du sol (issues de l'ancien régime et bannies à la révolution) ont été ajoutées en France pour faire face aux pertes liées aux guerres napoléoniennes puis au déficit démographique du XIX<sup>e</sup> siècle. Rien que de très circonstanciel. Ensuite, dans ce pays de conscription, il était anormal que les enfants d'étrangers ayant toujours vécu en France ne fassent pas leur service militaire. Mais il n'y a plus de service militaire en France ! Les difficultés d'intégration des enfants d'immigrés notamment musulmans, réduisent l'intérêt d'une démographie importée automatique. Les régimes sociaux qui permettent « la gratuité de la vie », de la naissance à la mort, ne peuvent survivre que s'ils ne s'adressent qu'à des nationaux. La suppression des frontières, de jure à l'intérieur de l'Europe, de facto à l'extérieur, et l'extension des flux démographiques temporaires, pour le plaisir ou pour le travail, se conjuguent pour alimenter un maelström démographique déstabilisant. Une procédure de naturalisation **après vérification d'intégration** paraît une bien meilleure solution qu'un quasi-automatisme de principe. Le pays d'accueil reprend la main et ne subit plus.

Une autre raison à l'ajustement de la législation sur l'acquisition de la nationalité tient à « transition énergétique » qui conduit à des politiques extrêmement restrictives et coûteuses, notamment en matière d'occupation des sols (le « zéro artificialisation nette ») et qui interdit la couverture de milliers d'hectares de constructions neuves dans les campagnes autour des villes. Il va falloir construire les villes nouvelles sur les villes anciennes, ce qui est incompatible avec une immigration de masse et la distribution de « droits-à » au monde entier.

Dernière dimension : le vieillissement et la dénatalité des nationaux. Le développement des avortements et du soutien à une contraception active a provoqué une évaporation de nouveaux Français : une perte de près de 500 000 enfants par an. Le chiffre est facile à calculer : vous prenez le nombre des naissances rapporté à la taille de la population en 1970 et vous l'appliquez à la population actuelle. C'est un déficit tragique. Nous avons une obligation de restaurer une meilleure natalité nationale, ce qui implique de soutenir la natalité nationale de façon différenciée de la natalité étrangère, avec des aides massives à la naissance du troisième enfant.

On voit que dès qu'on laisse de côté la langue de bois et qu'on s'attaque aux difficultés concrètes, sans se préoccuper d'autre chose que de l'intérêt national, aussitôt des cohérences s'imposent, des justifications se mettent en place et un discours cohérent et défendable peut être tenu aux Français. L'unité du parti ne se fait plus autour de slogans mais d'une politique concrète qu'il s'agit de défendre et de valoriser auprès de l'opinion. Lorsqu'on a commencé à tirer le fil, vient la corde, puis le câble, puis la chaîne puis tout le croiseur lourd, armé pour mener une politique sérieuse de redressement national.

**Deuxième exemple** : la France a laissé filer la délinquance et, débordée, ne parvient plus à assurer la sécurité des biens et des personnes. Cela date des années soixante-dix et du succès du slogan : il est interdit d'interdire. On a retiré le couvercle qui était mis sur la délinquance et on a désarmé la justice sur la délinquance de rue pour la concentrer sur la « délinquance bourgeoise », celle des hommes, des puissants, des notables. Nous avons désormais une justice de classe et de genre qui a abandonné la petite délinquance, refusé de lutter durement contre les exactions violentes contre les biens et les personnes, proscrit l'emprisonnement, laissé les récidivistes récidiver à l'infini. La doctrine justicialiste règne un peu partout dans le pays et dans les instances judiciaires. La rue est redevenue dangereuse, avec des dizaines de milliers d'actes de « dépouille » en réunion, le sommet du genre ayant été le **couloir de la honte** à la sortie du Stade de France lors d'une finale européenne de football, avec des centaines de voyous délestant violemment les spectateurs sur le chemin du métro, en toute impunité. Le trafic de drogue n'est plus contrôlé. On circule à moto avec des Kalachnikov à Grenoble, avec la bénédiction de l'extrême-gauche qui a gagné la mairie. On tue au couteau presque partout, presque tout le temps.

LR s'est interdit toute action autre que verbale (le Karcher sarkozien) à l'instar du centrisme mou façon LREM. Emmanuel Macron ne cesse d'annoncer des places de prison jamais construites. On a laissé tout le discours sécuritaire au petit parti de la famille Le Pen qui en a fait son fonds de commerce sur le mode protestataire et outrancier, mais sans jamais rien proposer de précis. Que les sots imaginent ce qu'ils veulent !

C'est d'autant plus choquant que la Ve République s'est construite autour de la volonté de sortir de la guerre civile et de mettre fin aux exactions des factions algériennes et de l'OAS. **L'ordre public est un pilier de l'action gaulliste.** Dans une période où une partie des musulmans revendiquent leur droit d'imposer le Coran et la charia au monde entier, si nécessaire par la violence et l'assassinat, et tuent des Français sans vergogne, **le retour à l'ordre n'est pas une option pour LR.** Nécessité fait loi et n'avoir dans ce domaine qu'un étalage de postures sans aucun discours construit est une honte.

***Si LR doit être le parti de la V<sup>e</sup> République et du redressement national, il faut revenir aux fondamentaux et tenir un discours fort, argumenté et justifié.*** Le premier acte fort est de proposer **le retour à la Cour de sûreté de l'État.** Les atteintes graves à la sécurité de l'état doivent faire l'objet d'un traitement fort et sans pitié. Sans simagrées. C'est la cour de sûreté de l'État qui a permis de vaincre et l'OAS et les factions algériennes en conflit sur notre territoire. C'est à cet instrument d'éradiquer la violence systémique et les acteurs de la guerre civile portée par les islamistes. La Cour de sûreté de l'État est un gage de sécurité publique et non le symbole d'une absence de droit. Les grands délinquants savent à quoi s'en tenir tout comme les black blocks et autres mouvements trotskistes de destruction de l'État afin de préparer la révolution.

La gauche a détruit les instruments permettant de maintenir l'ordre public et rendu la société vulnérable à ses ennemis et à la délinquance violente de masse. Il n'y a aucune raison que le parti de la Ve République n'en fasse pas le constat et ne propose pas de revenir aux institutions mises en place par le Général de Gaulle. Ce n'est ni Macron, ni Le Pen ni la Nupes qui viendront sur ce terrain. LR a donc une spécificité à défendre qui correspond aux

nécessités impérieuses du moment et sera parfaitement comprise par le pays, en dépit des criaileries.

Restaurer la Cour de sûreté de l'État permet de reconstruire totalement la politique judiciaire et de répression de la délinquance. Le but est de proposer une politique complète, dont presque tous les éléments sont connus mais que la crainte du qu'en-dira-t-on de gauche a fait mettre de côté pour ne pas être « extrémisé ». Michel Barnier s'est grandi à présenter un plan construit des modifications du cadre constitutionnel, européen et législatif nécessaire à une action efficace. Mais sa démarche était solitaire et non intégrée dans un vaste plan collectif de retour à la sécurité avec quelques points d'accroche massifs et sine quoi non. Cette même Cour est proposée par Aurélien Pradié, député LR du Lot classé plutôt dans la frange « sociale » du parti. D'autres l'ont fait avant lui. Mais toutes ces propositions sont personnelles et faites pour être associées à un nom et discutées sur la TNT et les réseaux sociaux, où elles déclenchent des polémiques stériles, d'autant qu'on y verra une posture en vue d'une candidature au poste de président des LR.

Si c'était le parti tout ensemble dans une démarche collective et dans le cadre d'un programme complet qui assumait cette orientation, les criaileries de réseaux sociaux auraient moins d'impact car tout le monde verrait une tentative collective de revenir à une sécurité intérieure manifeste et assurée. N'oublions pas qu'indépendamment des questions de terrorisme, le trafic de drogue représente près d'un milliard d'euros en France et finance des armées dont on a vu dans certains pays comme le Mexique et la Colombie mais aussi certains DOM TOM qu'elles pouvaient s'attaquer dans la durée aux forces publiques. L'affaire est donc grave et une approche déterminée et collective s'imposera finalement à l'opinion. En se calant comme le parti de la défense de la Ve République, LR multiplie son impact car il est le seul disposant d'une légitimité historique à porter cette politique.

### **Troisième exemple : la législation européenne et la question de la perte de souveraineté française sur des sujets vitaux.**

Nous venons de vivre une séquence absolument ahurissante. Quelle est la décision récente la plus impliquante pour l'avenir français, celle qui aura le plus de conséquences éventuellement tragiques pour la vie quotidienne des citoyens et les plus graves pour l'avenir commun ? C'est évidemment la décision d'abandonner radicalement à court terme le moteur thermique. Ce projet a-t-il fait l'objet d'une discussion pendant la campagne présidentielle ? Pas un mot ! La discussion a-t-elle eu lieu pendant la campagne des législatives ? Pas un mot non plus ! Le Parlement européen a validé le plan de la Commission mais les électeurs, lors des élections européennes ne savaient rien des projets que ses délégués auraient à discuter. 71 % des Français, selon un sondage Harris, s'opposent à la disparition des voitures thermiques !

Ce qui frappe, c'est l'absence totale d'étude d'impact. Quel est le coût de cette mesure pour la France ? Quelles sont les conséquences sur la balance des paiements ? Quels sont les impacts sur l'emploi ? Les finances publiques en sortent dans quel état ? Où vont le PIB et l'inflation ? Quel coût en émission de CO2 nouvelles et accélérées ? Quel résultat réel sur la température et le dérèglement climatique ? La France n'a-t-elle pas des spécificités à faire valoir ?

Pas un mot ! Silence !

L'Union Européenne pour toutes les parties de la législation qu'elle s'est octroyée, et par grignotage, c'est devenu beaucoup voire quasiment tout depuis que le budget est sous tutelle, est un gigantesque trou noir qui absorbe tous les débats et les sort du débat public en France. La presse ne couvre rien de la procédure européenne. Les politiques sont contents de ne pas avoir à prendre parti sur des questions difficiles. L'abandon de souveraineté est caricatural. **L'électeur n'a plus aucun pouvoir d'orientation des politiques suivies.** On ne crie plus Europe ! Europe ! Europe ! comme un cabri. On se tait comme un ver de terre content de son enfouissement en sous-sol au plus profond de l'humus européen, considéré comme bienfaisant.

Si LR croit que cette attitude de vermine terrifiée lui donne une aura quelconque, l'avenir de ce parti est glauque. Nous avons-nous même essayé de chiffrer avec les moyens du bord le coût de cette politique démentielle : près de **six mille milliards** d'euros au minimum, soit 5 ans de valeur ajoutée du secteur marchand français, à financer sur 13 ans. Une absolue impossibilité !

Impact sur le réchauffement climatique : nul au mieux et probablement une aggravation tant le bilan carbone des solutions à mettre en place est mauvais. **On ne dépense pas six mille milliards d'euros pour un résultat infinitésimal. Cela s'appelle de la folie ! Dès qu'on parle en milliers de milliards d'euros, la folie s'installe.**

Bilan : perte de souveraineté ; ruine ; bilan carbone exécration. Entendons-nous bien : personne ici ne nie le réchauffement climatique ni la nécessité d'y faire face par une multitude de moyens. Mais quel effroyable bilan ! Et il n'y aurait rien à dire ni rien à faire ?

LR comme héritier du parti qui a créé la Ve République, devrait être à l'origine et à la tête d'un mouvement massif de contestation de cette horreur majeure qui porte atteinte à l'avenir français. Mais non ! Une fois de plus c'est le silence de plomb. Rien à dire ! Rien à proposer ! Aucune alternative à faire valoir. Rien ! Comme si le néant était une solution d'avenir pour ce parti. Pire encore, à Paris, les instances de LR vont dépenser 45 000 euros pour écouter comme des moutons bien tondus la bonne parole écologiste. Se mettre à la remorque ; baisser la tête ; voilà ce qu'on propose aux cadres de LR à Paris. Exaltant de sottise et de médiocrité satisfaite.

Quelle aurait dû être la position de LR ?

D'abord constater que la perte de souveraineté est excessive, fausse le jeu démocratique et détourne du vote des citoyens rendus impuissants. Il n'est pas possible que des législations aussi contraignantes n'aient pas fait l'objet du moindre débat approfondi en France et qu'une position française n'ait pas été élaborée et défendue. A un moment où la défiance du peuple vis-à-vis des élites et l'abstention sont spectaculaires, rien faire est accepter que les partis ne servent à rien.

La France peut prendre une mesure simple comme bonjour qui ne demande aucune renégociation de traités européens, qui ne présente aucune difficulté constitutionnelle ou autre et qui peut être mise en œuvre extrêmement rapidement : l'obligation d'un débat

préalable parlementaire en France sur les grandes propositions présentées au vote du Parlement européen.

C'est le seul moyen d'obtenir une couverture médiatique en France. C'est le seul moyen de provoquer un débat approfondi préalable au vote du Parlement européen. Cela oblige l'exécutif à présenter sa position et ses justifications. Cela permet d'imposer une étude d'impact national préalable. Cela force les partis à déterminer leur position vis-à-vis de mesures concrètes. Cela force le gouvernement à dialoguer avec la représentation nationale. On ne voit guère les inconvénients.

Au nom de quoi LR devrait se priver de parole sur un sujet aussi grave ?

\*

\* \*

Imaginons que LR choisisse de porter collectivement devant la nation les trois défis que nous venons de détailler . Aussitôt l'oreille de la nation se dresserait. Quoi ? Il y aurait encore une pensée et une volonté dans ce parti moribond et avec des idées directrices fortes qui sont dans son ADN de pilier de la V<sup>e</sup> République et qu'il est seul à défendre bec et ongles avec des arguments sensés et forts qui partent de la réalité et va vers les besoins exprimés à de fortes majorités par les Français ?

**Il ne faudrait pas trois mois pour que ces mesures dans une telle approche replacent LR aussitôt dans le jeu national.** Il n'y a rien à attendre des trois mouvances qui dominent depuis les élections législatives. Emmanuel Macron est incapable de prendre la moindre mesure concernant la nationalité, la sécurité et la souveraineté. La « Nupes », sous mandat révolutionnaire trotskiste, veut la destruction radicale du pays en subvertissant et en débordant un peu plus les institutions. Quant à Mme Le Pen, elle a ses chats. Le vote utile changera de camp.

On vérifiera que sur la dizaine de difficultés cruciales où s'enfoncé le pays, il est facile de définir une mesure cadre fondamentale qui servira d'étai pour construire une action plus large, efficace et qui sera comprise par les électeurs.

L'éducation nationale ? Il faut changer radicalement l'organisation et les mentalités afin d'éviter le nivellement par le bas actuel en commençant par l'enseignement sans faiblesse de la langue française et de l'orthographe en primaire. Au sortir du primaire, dans la filière classique on trouvera les lycées nationaux, les lycées régionaux et les collèges régionaux avec des contrôles d'accès et des passerelles. Au terme du secondaire, un bac sélectif doit être remis en place dont les résultats ouvrent les portes d'un cycle supérieur sélectif. Parallèlement un enseignement professionnel et technique de qualité, on dira à l'allemande, permettra à tous ceux que des études longues et intellectuelles rebutent de trouver leur voie dans la société avec des métiers solides garants d'une rémunération significative.

La santé : il faut remettre le chef de service **au centre du jeu** et en finir avec l'irresponsabilité bureaucratique qui règne dans le secteur public. Mais la clé est la fin de la gratuité totale. La

gratuité conduit au gâchis et à la répression de l'offre comme de la consommation. Elle aboutit à acheter en masse des génériques en Chine ou en Inde. Elle aboutit à l'absence de soins de qualité pour le plus grand nombre. Rien ne justifie que la santé soit entièrement gratuite. Il faut rétablir le ticket modérateur pour les actes courants de couverture du petit risque, garant du maintien d'une offre de soins suffisante.

La fiscalité : il faut se donner un objectif de taux de prélèvements. Pourquoi ? Parce que, paradoxalement, **plus le taux de prélèvement est important, moins il y a de ressources disponibles pour les services publics**. Cela paraît contre-intuitif. Mais cela devient évident lorsqu'on pense à l'URSS : à 100 % de prélèvement, plus rien ne marche. La Chine a connu une croissance phénoménale parce que les impôts y sont très faibles. Le général de Gaulle pensait qu'il fallait se battre sur la crête des 35 % de taux de prélèvement par rapport au PIB avec une dépense administrative régaliennne ne dépassant pas 20 % du PIB. Il avait raison.

Dans cet esprit LR serait sage de prendre à son compte et de défendre avec passion deux mesures fondamentales : La suppression de l'impôt sur les successions et la suppression de l'IFI.

Pourquoi ? La démographie et l'écologie sont deux justifications fondamentales nouvelles qui s'ajoutent à la traditionnelle volonté de ne pas voir la richesse fuir le pays. On ne peut pas demander aux couples français de faire plus d'enfants s'il n'y a pas de logements abordables en France. Il faut donc réduire la pression fiscale effarante qui est basée sur l'immobilier. D'autre-part les propriétaires vont être obligés d'investir des sommes colossales pour isoler leurs maisons ou appartements. Il faut donc lever la pression fiscale afin qu'il y ait plus de logements, moins chers, mieux isolés, avec un marché locatif fort, alors que le ressort des taux d'emprunt bas n'est plus présent pour longtemps. **L'augmentation massive des taux à laquelle il faut s'attendre ainsi que les contraintes écologiques aggravées créent la nécessité d'une nouvelle politique de fiscalité immobilière.**

Sur tous ces sujets on voit qu'Emmanuel Macron est prisonnier de sa propre rhétorique et incapable de « trianguler » une volonté forte de sortir du socialisme délétère. Il serait tout à fait sympathique de le prendre à son propre jeu : « tu as osé supprimer l'ISF alors que Sarkozy s'est ridiculisé en y renonçant. Nous osons finir le travail ». La politique suivie par Mme Wargon, totalement bureaucratique et fiscalisée, a conduit à exclure la majorité des Français des classes moyennes et pauvres de la possibilité d'un logement décent qui ne soit pas ruineux. Tous les chiffres sont là. Pendant longtemps il n'y a même plus eu de ministre du logement dans le gouvernement de Mme Borne !

Évidemment la suppression annoncée du socialisme délétère en France est une option qui doit être totalement assumée par LR. Cela signifie **une meilleure prise en charge des enjeux sociaux**. Le socialisme multiplie les « droits-à », ou « droits créanciers » pour parler comme un Énarque, sans pouvoir leur donner de consistance ; il multiplie les gratuités, mais il n'y a rapidement plus rien à distribuer. La santé c'est gratuit, mais on ne peut plus être soigné dans des conditions raisonnables. Le logement ce doit être presque gratuit, mais on ne peut plus se loger raisonnablement. Fidel Castro avait décidé de la gratuité du pain aux premières heures de son pouvoir. Bientôt le pain manquait. On a fusillé quelques paysans et quelques

intermédiaires, en même temps qu'on faisait la chasse au gaspi : le pain gratuit servait à alimenter les cochons dans les étables. Ben oui ! C'était gratuit ! Comme on ne pouvait pas tuer tous les producteurs et mettre un agent derrière chaque consommateur, on a mis fin à la gratuité du pain.

L'association du socialisme structurel et de l'écologie de la décroissance ne peut emmener la France que vers le chaos social. Dans la période qui s'ouvre, seule une politique de croissance raisonnée et de dégonflement des contraintes inutiles permettra de financer les besoins sociaux fondamentaux et donnera les moyens d'un meilleur contrôle des difficultés climatiques.

Il est évident qu'il existe un créneau politique gigantesque pour le parti qui s'emparera de la question. Sachant que M. Macron a été finalement incapable de s'y installer, que Mme le Pen regarde ailleurs et que la NUPES veut aggraver tout et vise la révolution, on voit bien qu'il ne reste qu'un parti candidat pour faire le travail : LR, **si la volonté lui en vient** et qu'elle cesse d'avoir peur de son ombre, et de ses clans.

On dira : oui mais en interne des forces se lèveront pour empêcher toute proposition un peu structurée. Ceux qui se contentent de chercher la posture et l'image seront rapidement confrontés à leur propre vide et obligés de constater que le parti se met en marche COLLECTIVEMENT sans eux autour d'un projet réaliste, sérieux, attrayant et soutenu par les militants qui n'attendent que cela : une ligne à défendre. Aucun doute qu'ils voudront rapidement en être. En vérité, il n'est pas si difficile, intellectuellement, sur tous les grands sujets fondamentaux, de comprendre où se trouvent les moyens cruciaux pour faire bouger les choses et de construire les différents leviers nécessaires au grand redressement. Quand le débat porte sur les moyens d'une juste cause, il force l'intérêt et rapidement, s'articule une vraie alternative politique qui ne sera jamais ni proposée ni défendue par les partis qui sont prisonniers des postures qui ont conduit au désastre.

Une fois tout cela écrit, il ne faut pas croire que sur toutes les questions vitales il est facile de trouver la bonne combinaison d'actions **tout en s'assurant d'être suivi par le pays**. Dans certains cas, le travail va être démoniaque. Nous pensons principalement à la question écologique qui a pris une tournure émotionnelle et quasi religieuse qui hystérise toutes les positions. Il faut être prêts à l'affrontement et au combat.

La masse du stock de CO2 dans l'atmosphère est de 3 200 milliards de tonnes. Les émissions totales de CO2 annuelles de la France que nous sommes sommés d'éliminer d'ici 2 035 sont de 320 millions de tonnes, chiffre officiel. Il est facile de faire le ratio : 1/10.000e.

Comment le fait de réduire d'un dix-millième par an l'aggravation du stock de CO2 dans l'atmosphère peut-il avoir la moindre conséquence climatique ? Pour bien comprendre ce que veut dire 1/10 000, prenons un trajet de 10 km. Imaginons qu'on vous promette un gain de longueur de 1/10.000. Votre trajet sera réduit d'un mètre. Vous jugerez que c'est dérisoire. Et qu'un projet qui viserait ce résultat fantomatique n'a même pas à être abordé. Il faut savoir s'éviter le ridicule. Vous avez raison.

Et pourtant c'est exactement que nous faisons avec le projet de disparition de nos émissions nationales de CO2 tous azimuts. Le résultat sera imperceptible, s'il y en a un, car, en vérité, pour éliminer les émissions de CO2 il va falloir créer beaucoup de CO2 et pas seulement pendant la période de transition. Le coût de ce projet n'est jamais évalué. Le moindre essai de calcul fait monter immédiatement l'addition au-delà des **six mille milliards** d'euros, **si on garde le niveau de vie d'aujourd'hui**.

Là encore, la moindre réflexion montre que c'est impossible sauf régression massive du niveau de vie des Français, imposé par des contraintes probablement terrifiantes.

Rien que ces deux constats que tout le monde peut faire en trois minutes devraient faire sonner tous les tocsins, alors que tout le monde constate que le système d'information prévalent en France impose un silence de plomb !

La seule attitude légitime pour un parti qui assume de relever le pays est de crier avec force : Français, réveillez-vous ! Emmanuel Macron vous mène à l'abattoir économique sans le moindre effet possible sur le climat. Le maître, c'est la Commission Européenne et surtout le commissaire Timmermans dont le principal conseiller est l'ancien directeur allemand de Greenpeace qui ne pense que décroissance et suppression de l'énergie nucléaire. Vous ne rêvez pas. C'est Greenpeace-Deutschland qui dirige la politique énergétique française de l'étranger via la Commission ! On croit rêver !

Est-ce que LR est capable d'assumer un tel langage si totalement contraire à la religiosité aigrie et hargneuse du moment alors que par l'intermédiaire de l'ONU et de diverses instances internationales, les dirigeants et commanditaires de Greenpeace ont réussi à créer artificiellement un sentiment d'urgence, voire, en ce qui concerne certains jeunes, un véritable fanatisme traumatique ?

Il faut que LR impose l'idée d'abord d'un chiffrage complet des conséquences en organisant un symposium rassemblant scientifiques et économistes, tout en exigeant que les autorités européennes qui imposent cette politique contraignante fournissent une explication de l'impact que ces mesures d'un coût démesuré auront sur le réchauffement. Merci d'un résultat présenté en degrés Celsius ! Si personne n'est capable de prouver qu'en réduisant d'un dix millième notre flux de CO2, on obtient un résultat significatif sur le climat, il faut stopper immédiatement de rêver en se ruinant. Il faut proposer un plan alternatif fondé sur des bases rationnelles avec des objectifs sensés.

La question n'est pas de nier les différents défis écologiques, mais de cerner les points d'application de mesures éventuellement radicales mais au moins efficaces sur tel ou tel aspect écologique. On ne peut plus laisser la question écologique dériver à ce point vers le n'importe quoi, la ruine et les mesures de contraintes insensées.

Un tel sursaut est difficile mais tout le monde doit garder en tête que proposer de gâcher la vie des Français en leur imposant des restrictions de toute nature par solidarité avec les Allemands va créer dès cet hiver une situation psychologique totalement nouvelle aggravée par les perspectives de la suppression radicale des émissions d'ici à 2035, c'est-à-dire demain. Il vaut mieux avoir préempté la colère populaire au lieu de la subir plus tard. La Nupes et les

partis macroniens vont payer cher leur militantisme volontariste qui, pour ces derniers, est un simple refus de braver le politiquement correct installé et pour le premier une volonté de détruire le capitalisme et la consommation. Le RN éructe contre les éoliennes mais n'a rien à dire au-delà de cette condamnation facile.

L'intelligence écologique est donc une chance pour LR !

Certains diront : faire l'effort si tôt entraînera le risque d'une triangulation par Emmanuel Macron qui adore cela. C'est tout l'inverse. Face à un plan complet et massif, les brouilles et les petits manœuvres de Macron paraîtront pour ce qu'elles sont : la preuve de l'absence de toute vision et de toute capacité de faire apparaître un plan d'ensemble de cet acabit. Depuis l'éviction d'Edouard Philippe, il se concentre uniquement sur des mesures démagogiques et électoralistes à court terme.

Dès lors que LR sera en mesure de prouver qu'il a « démarré le processus » de son grand retour aux affaires, Macron sera rétréci à un l'état de politicien en sursis, manœuvrier et vide d'une grande ambition française, voire fossoyeur de la grande idée française en la noyant dans l'europhisme militant dévastateur. Et s'il prend en charge des pans entiers du plan LR, avant de devenir inéligible, tant mieux.

# Conclusion

Le compte à rebours est lancé. C'est dès septembre que les instances de LR doivent agir et, dès la fin de l'année, tout doit être prêt pour faire face aux événements de 2023-2024 qui ne vont pas être tristes.

Qu'on en termine enfin avec les petites manœuvres de nains politiques qui mobilisent de petites ambitions et de microgroupuscules pour devenir le président impuissant d'un microbique parti LR taiseux et nécrosé. Que les candidats montrent d'abord leurs boyaux dans les débats fondamentaux de la refondation, autour d'une analyse profonde de la situation française avec des orientations décisives pour faire face aux terribles faiblesses que la France a accumulées. Préférons tous cette voie de crête à un effacement qui ne sera plus graduel mais cette fois-ci mortel à court terme pour LR.

**Le thème qui doit servir de leitmotiv :**

**LR est le parti de la sauvegarde de la  
V<sup>e</sup> République**

**et du redressement national.**

*Liberté, Ordre et Prospérité, rien que cela mais  
tout cela !*

